

PRÉFÈTE DE LA SARTHE

PREFECTURE  
DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau de l'Utilité Publique

**Arrêté n°2014269-0028 du 26 septembre 2014**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Mise en demeure

Société AGRIAL – Site de La Chartre sur le Loir au lieu-dit « La Gare »

La Préfète de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral n°860/2909 du 12 août 1986, fixant les conditions d'exploitation des installations de la société AGRIAL sur la commune de La Chartre sur le Loir ;

Vu les changements d'exploitants intervenus sur le site dont le dernier au profit de la société AGRIAL (récépissé du 21 octobre 2009) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis par le Préfet à l'exploitant, par courrier du 11 août 2014 ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le registre de nettoyage ne fait apparaître aucun enregistrement d'opération de nettoyage ;

Considérant que selon l'exploitant, les dates de nettoyage entre le mois de juin 2013 et la mi-septembre 2013 n'ont pas été enregistrées et que le reste de l'année, les opérations de nettoyage enregistrées sont très peu nombreuses ;

Considérant que cette même visite a démontré un état d'empoussièrement notablement insatisfaisant au niveau de la fosse des élévateurs du silo 3 (dépôt important de poussières mais aussi de grains dans cette partie de l'installation) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que lors de cette visite du 26 mars 2014, il a aussi été constaté que le rapport de vérification électrique produit au titre des ICPE ne tient pas compte de tous les équipements présents dans les zones devant être étudiées comme pouvant être le siège d'une explosion dans l'étude de dangers (correspondant à la quasi totalité des silos) ;

Considérant que le rapport de vérifications électriques au titre du Code du Travail fait apparaître 160 non conformités, dont la plupart étaient déjà signalées et que certains de ces écarts devaient figurer dans le rapport spécifique ICPE (exemple de nombreux matériels non mis à la terre ou de boîtier de dérivation détérioré : NC14 ...);

Considérant les déclarations de l'exploitant, indiquant que le contrôle de l'électricité statique et sur les courants vagabonds fait l'objet d'une prestation complémentaire confiée à la société DEKRA mais que le contrôle n'est réalisé qu'une fois tous les 2 ans ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AGRIAL de respecter les prescriptions des dispositions des articles 9 et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

## ARRETE

Article 1 - La société AGRIAL exploitant une installation de stockage de céréales au lieu dit « La Gare » sur la commune de La Chartre sur le Loir, est mise en demeure de respecter l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse au préfet avec copie à l'inspection des installations classées :

- **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :
  - un échéancier des travaux et les bons de commande des travaux à réaliser.
- **dans le délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :
  - un rapport respectant les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié démontrant la conformité des installations électriques ;
  - le certificat Q18 démontrant l'absence de risques d'incendie et d'explosion des installations électriques.

Article 2 - La société AGRIAL est mise en demeure, concernant son site de La Chartre sur le Loir, de respecter l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié susvisé, dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect de cette disposition, l'exploitant adresse au préfet avec copie à l'inspection des installations classées, dans le délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, une copie de son registre de nettoyage ainsi que des photographies permettant d'attester que les parties de l'installation empoussiérées lors de la visite d'inspection du 26 mars 2014 ont bien été nettoyées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement (ci-annexé).

Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté (article R514-3-1 du code de l'environnement).

Article 5 - La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le Sous-Préfet de l'arrondissement de La Flèche, le Maire de La Chartre sur le Loir et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AGRIAL par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis en mains propres par les soins du Maire.

La Préfète

Pour la Préfète,  
La Secrétaire Générale



Marie-Paule FOURNIER

## Annexe

### Article L171-8 du code de l'environnement

I - Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II - Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.